

Claval, Paul (1978) *Espace et pouvoir*, Paris, Presses Universitaires de France, 257 pages.

Ludger Beauregard

Volume 23, numéro 60, 1979

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/021453ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/021453ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département de géographie de l'Université Laval

ISSN

0007-9766 (imprimé)

1708-8968 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Beauregard, L. (1979). Compte rendu de [Claval, Paul (1978) *Espace et pouvoir*, Paris, Presses Universitaires de France, 257 pages.] *Cahiers de géographie du Québec*, 23(60), 494–496. <https://doi.org/10.7202/021453ar>

son inspiration dans les oeuvres de Rameau de Saint-Père et d'Onésime Reclus. Arthur Buies propage le message. La rhétorique « nordiste » devient intarissable et le Nord se peuplera.

Le Nord est-il utopie ou mythe ? C'est avant tout un mythe territorial et qui est loin d'être mort ! On le reprend de nos jours dans une perspective de développement.

L'ouvrage de C. Morissonneau nous présente bien une nouvelle interprétation de la colonisation des Laurentides. Il constitue de ce fait un apport original à la géographie québécoise. L'auteur démontre une bonne connaissance de la littérature sur le sujet. Ses analyses s'accompagnent de citations judicieuses prises dans des publications significatives. Bref, son volume est intéressant et instructif. Il aurait toutefois gagné en valeur si l'articulation des chapitres avait été plus serrée et les démonstrations mieux enchaînées et plus claires. L'auteur manipule des concepts « mystérieux » et sa prose n'est pas toujours limpide. Son approche marxiste reste timide.

Malgré ces petites faiblesses, le volume s'avère captivant et ouvre la voie à d'autres études idéologiques, qui font encore défaut en géographie. La géopolitique s'y enrichirait sans doute !

Ludger BEAUREGARD
Université de Montréal

CLAVAL, Paul (1978) **Espace et pouvoir**, Paris, Presses Universitaires de France, 257 pages

Depuis quelques années, sociologues et politologues scrutent le pouvoir. Ils cherchent à en découvrir l'origine, les formes et le rôle dans le monde contemporain. Leurs recherches les situent cependant dans l'abstrait et portent souvent sur des groupes sans racines écologiques et sans espace environnant. C'est précisément cette lacune que Paul Clavel veut combler dans son récent volume. À la suite de Jean Gottmann dans son important ouvrage sur le territoire (1973), l'auteur veut contribuer à la compréhension des rapports du pouvoir et de l'espace, c'est-à-dire à la théorie des aspects spatiaux du pouvoir.

La géographie politique étudie maintenant la prise et l'exercice du pouvoir, notamment sous l'angle de la diffusion de l'information. Les recherches n'ont cependant pas encore donné des résultats éclatants, faute d'avoir négligé certains aspects spécifiques de la communication politique, tels que la promesse et la peur. L'autorité reste également un aspect du pouvoir, souvent critiqué et contesté, comme s'il ne pouvait pas exister d'autorités reconnues et légitimes.

Paul Claval n'aborde pas ici tous les aspects de la géographie politique. Il s'intéresse « à sa facette la plus importante pour comprendre l'architecture spatiale des sociétés et pour saisir le jeu des asymétries qui borne à la fois l'exercice de la liberté et le garantit. La grande leçon des faits de pouvoir, c'est qu'il n'y a pas, dans l'espace, de liberté sans un minimum d'organisation, mais que cette organisation est une menace pour chaque personne et restreint l'autonomie des choix : les aliénations de l'humanité moderne trouvent leur origine dans le développement de dominations, indispensables pourtant à la formation d'aires de large circulation et de libre déplacement ». (p. 10)

Dans les dix chapitres qui forment le corps de son volume, l'auteur analyse la géographie du pouvoir dans les sociétés archaïques comme dans les sociétés modernes, dans les régimes libéraux comme dans les régimes autoritaires et totalitaires, à l'échelon national comme à l'échelle mondiale. Il détermine d'abord les racines du pouvoir pour arriver à mieux saisir la géométrie de ses formes élémentaires et complexes. Les faits de pouvoir sont des faits d'organisation et de relation spatiales. Ils supposent une structure hiérarchique et équilibrée de l'espace favorisant les relations sociétales. Dans le cadre des institutions politiques, l'autorité de l'État conditionne les relations. Le dictateur impose des décisions, le gouvernement élu sonde l'opinion publique. Le jeu de l'influence politique existe spontanément dans toutes les sociétés, non pas tant au niveau individuel qu'au niveau des groupes de pression. Le système politique n'est alors pas, dans les grands États, une démocratie, au vrai sens du mot, mais plutôt une polyarchie (Robert Dahl).

La régulation sociale retient ensuite son attention. Dans les petites sociétés, le contrôle collectif s'avère lourd, la politisation des problèmes et le procès du pouvoir sont obsessionnels. Dans les grandes sociétés, l'État règle les rapports. Les coûts économiques du pouvoir sont ainsi compensés par les avantages qui naissent de la régulation des conflits et de l'absence de perturbations sérieuses dans la vie de relation. Mais l'expansion du corps social entraîne la multiplication des administrations, des entreprises, des syndicats et des sectes de sorte que l'individu se trouve bientôt prisonnier d'un réseau d'obligations. Le système écrase l'homme et le grand problème du monde moderne n'est-il

pas celui de la perte des libertés ? L'État essaie dès lors de préserver l'indépendance de l'individu, face aux bureaucraties envahissantes tout en restituant un minimum de contrôle collectif aux cellules locales, sans quoi la vie sociale tombe dans l'anarchie.

L'architecture sociale des civilisations archaïques et historiques fait l'objet d'une étude poussée où Paul Claval témoigne d'une vaste culture. Après avoir démontré que la principale forme de pouvoir, dans les sociétés archaïques, reste celle qu'exerce le groupe sur chacun de ses membres (p. 96), il avance que, sans écriture et sans technologie, il n'y a pas d'architecture politique possible. Il s'attarde sur la Cité-État, la forme la plus achevée de construction politique du monde traditionnel, pour déboucher sur l'État hégélien.

Un des chapitres les plus étoffés du volume porte sur les fondements idéologiques du monde contemporain. L'auteur examine les nouvelles idéologies sociales depuis la Réforme et leur influence sur le contrat social. Elles sont égalitaristes. Hobbes se fait le théoricien d'un système politique où le pouvoir et l'autorité seraient sans limite. L'État hégélien correspond à cette vision alors que Locke propose le libéralisme « démocratique » et « représentatif ». (p. 137-141) Rousseau modifie le mythe du contrat social en introduisant l'idée de la perversité engendrée par la société. Il faut alors signer un nouveau contrat pour un monde meilleur. Sera-t-il le fruit d'une action collective ou d'un mouvement d'enthousiasme ? Le début d'une ère d'innocence ? (p. 144) La Révolution française inaugure une série de révolutions conduisant aux États totalitaires que Hegel justifie par l'idée d'un monde en gestation. La violence trouve même sa justification dans la grandeur de l'oeuvre à réaliser ! Marx saisit la puissance du schéma hégélien mais pour lui, ce qui se trouve à la fin de l'histoire, ce n'est pas l'idée mais l'homme enfin réalisé. Le prolétariat est l'instrument de la dernière phase de l'histoire : c'est le seul groupe conscient des transformations qui s'imposent pour la mener à son terme.

Suivent deux chapitres sur l'État et la société civile dans les régimes libéraux, autoritaires et totalitaires. La révolution industrielle transforme la vie de relation et les sciences sociales remettent en cause toutes les maximes. L'individu ne peut plus se juger, perd le sens des responsabilités et se soumet à l'autorité des experts et des spécialistes. Les sociétés libérales favorisent l'épanouissement d'une société civile où l'essentiel des activités se trouve organisé par les bureaucraties. Les hommes partagent des rôles identiques et des intérêts communs, d'où la formation de collectivités et de classes, qui s'organisent comme des contre-pouvoirs. Sans ces derniers, la négociation serait difficile sinon impossible. La régulation sociale dépend du jeu des marchés, de considérations de morale et de prestige. La richesse devient un signe, un moyen de promotion sociale. Les forces économiques sont importantes mais l'État joue un rôle de plus en plus grand comme régulateur. (p. 170) C'est lui qui définit les règles du jeu social et les fait respecter. L'État libéral a fait preuve d'une grande capacité d'adaptation mais il n'est pas pour autant au bout de ses peines.

Les régimes autoritaires se retrouvent dans les jeunes nations où les structures politiques se transforment plus vite que la société civile. Le régime libéral ayant échoué à faire muter la société, une minorité privilégiée a recours à un régime autoritaire pour se protéger. Il y a comme une fatalité qui empêche les sociétés traditionnelles à sortir de leur sous-développement en utilisant des institutions libérales. Le succès de ces dernières est exceptionnel en Europe du Nord-Ouest et en Amérique du Nord. (p. 187) Les formes autoritaires apparaissent ainsi comme normales là où la transformation politique devance l'évolution sociale et économique. Elles utilisent l'administration pour modeler la société selon leur plan.

Le fondement des régimes totalitaires est idéologique : il s'agit de donner à la société des bases de justice et d'équité jusqu'ici absentes. Le régime prend en main l'acculturation de la population par le biais d'un encadrement local où s'exerce le contrôle idéologique. Il décide de tout et planifie dans les détails. S'il est socialiste, il vise à la société sans classes. Le régime totalitaire ne semble pas toutefois mieux armé que le régime libéral pour organiser l'espace et la société. L'un et l'autre restent incapables de donner satisfaction aux cultures qu'ils ont fait naître. C'est là le problème majeur de toute la vie politique de notre temps !

Après avoir jonglé avec le système politique mondial (hégémonie d'un pays, équilibre des puissances), Paul Claval pose une dernière question : quelle sera la géographie du pouvoir dans les nations et dans le monde de demain ? La crise actuelle repose, selon lui, sur la contestation du principe d'autorité dans les structures sociétales et dans l'organisation sociale. L'autorité fournit le ciment idéologique sans lequel toute société s'effrite. Elle joue un rôle géographique indispensable dans le monde en mal d'organisation.

La lecture de cet ouvrage nous laisse des impressions diverses. Le volume est solidement structuré et très bien équilibré. Le développement coule avec abondance. La dialectique est intéressante. L'approche est rétrospective. L'essai est essentiellement théorique. Paul Claval nous a maintenant habitués à ce genre d'écriture.

Espace et pouvoir se situe avant tout au niveau de la pensée. L'auteur présente, dit-il, des réflexions sur le pouvoir. Il exploite abondamment les données de l'anthropologie, de la sociologie, de la politologie, de l'économie, au point que la géographie reste dans l'ombre. Hormis le premier chapitre, où il montre brièvement comment l'espace intervient dans le jeu du pouvoir, les références à l'étendue, la distance, la densité, la perception et la division spatiales sont éparées. Les idéologies occupent évidemment une place de choix.

La géographie politique s'accommode toutefois de ce genre d'ouvrages, qui planent au-dessus des descriptions empiriques et des exemples détaillés. Avec sa prose abstraite et malgré ses répétitions, l'ouvrage de Paul Claval présente une manière différente de faire de la géographie politique. Sa lecture ouvre des horizons.

Ludger BEAUREGARD
Université de Montréal

CALMÉS, R., DELAWARRE, A., DURAND-DASTÈS, F., GRAS, J. et PEYON, J.-P. (1978) **L'espace rural français**. Paris, Masson, collection Géographie, 171 p., 21 tableaux, 10 fig., 27 cartes et 21 planches (16 cm sur 24).

Le groupe de recherche sur l'espace rural français de l'Université de Paris VII nous offre un ouvrage d'un style nouveau tant par le choix et l'éventail des paramètres analysés que par la méthode d'analyse utilisée. L'objet de l'ouvrage se traduit en trois points : d'abord situer le degré et les formes de l'individualité rurale en France et établir la part d'originalité des structures fondamentales de l'espace rural et dégager leurs relations avec l'espace français. Dans un deuxième temps, on veut étudier les formes d'organisation incontestablement spécifiques à l'espace rural. Enfin, on essaie de repérer l'importance du fait régional pour chaque type de structure et pour les structures d'ensemble.

Les paramètres constituant la grille d'analyse s'élèvent au nombre de 79 qui sont partagés en huit séries de variables décrivant pour chacune d'elles un aspect différent de l'espace rural français. La première série s'intéresse principalement aux caractères physionomiques des espaces ruraux départementaux : entre autres le nombre de communes, leur taille, l'habitat et l'utilisation du sol. Les séries deux et trois amènent les caractéristiques de la population active rurale tant au lieu de résidence qu'au lieu de travail. La quatrième série traite de la fonction résidentielle, dont les logements vacants, les résidences secondaires et les types de logements, tout en y évaluant des niveaux de commodités. Les séries cinq, six et sept décrivent les disparités régionales en matière d'équipements et d'encadrement urbain; on y trouve des indicateurs sur l'autonomie de l'espace rural, dont la présence des équipements et des services; on évalue le taux de génération par les réseaux d'équipements et les réseaux urbains. La dernière série de variables a trait à la consommation de loisirs.

Voilà une matrice de données sur l'espace rural français, lui-même subdivisé en 90 départements et décrit à l'aide de 79 attributs dont la très grande majorité, il faut le souligner, ne s'attarde en grande partie que sur des fonctions extérieures à l'agriculture.

Les auteurs utilisent en abondance l'analyse factorielle pour dégager les combinaisons de variables qui se traduisent par la création de nouveaux concepts au sujet de l'espace rural ou la formation de typologies propres à cet espace. On évite de mettre l'accent sur les étapes statistiques préparatoires à l'analyse factorielle pour mieux décrire et expliquer les résultats, c'est-à-dire les modèles ou les hypothèses que les analyses dégagent et pour mieux commenter la composition et la répartition spatiale des types d'espaces ruraux. Les auteurs ont fait un effort remarquable dans l'illustration graphique de l'organisation statistique et logique de l'information et par conséquent des modèles. Également, on s'est évertué à cartographier les résidus de l'analyse de régression, de même qu'à présenter avec simplicité et efficacité la variation spatiale des « axes » résultant des analyses.

Notre but ici n'est pas de critiquer les résultats de cette vaste analyse, laissant à d'autres spécialistes de l'espace rural français le soin d'évaluer la partie interprétation d'une telle recherche. Pourtant, il nous a semblé que la méthode d'analyse aurait pu être décrite davantage dès le départ afin que le lecteur puisse saisir plus facilement la démarche ou la technique employée. L'analyse factorielle étant un outil exploratoire, aux avantages connus et aux dangers qu'il faut soupçonner, on aurait pu ajouter à la bibliographie quelques ouvrages de base traitant du sujet. Il n'en reste pas moins que ce livre constitue une démonstration brillante de l'apport de la nouvelle géographie et que c'est un ouvrage que les chercheurs ruraux ne peuvent ignorer.

Majella-J. GAUTHIER
Université du Québec à Chicoutimi